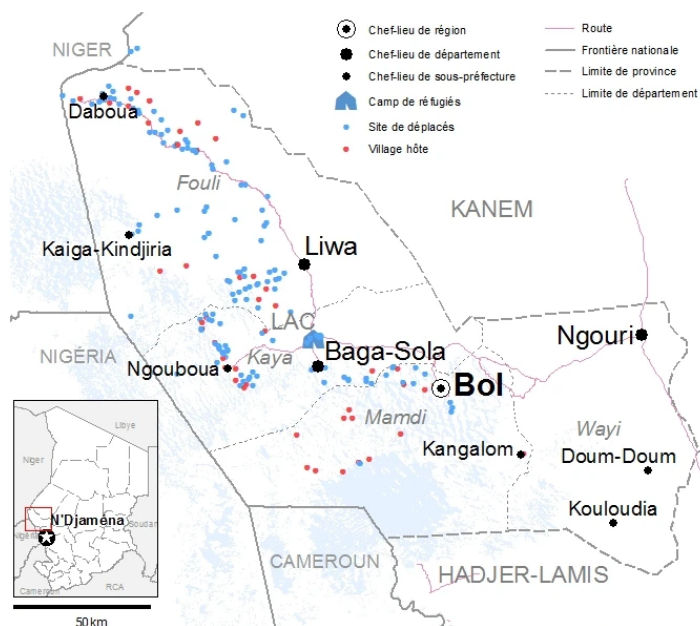


FAITS SAILLANTS (9 avr. 2021)

- Plus de 101 300 ménages, soit près de 458 000 personnes déplacées dans la Province du Lac à la fin mars
- Le préfet du département de Kaya, Dimouya Souapébé, remplacé par Oumar Toubaye Sargoula, 15 mois après sa nomination
- Nouvelle flambée de COVID-19 au Lac : 49 nouveaux cas positifs notifiés entre janvier et mars 2021
- Création d'une clinique judiciaire à Bol en vue de rehausser le taux de prise en charge juridique et judiciaire des cas de violences basées sur le genre
- Suspension des activités humanitaires sur le site de Fourkoulom après l'attaque du 22 mars par les groupes armés non-étatiques



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Carte de la province du Lac. Source : OCHA

CHIFFRES CLÉS

6,4M

People in need

3,8M

People targeted

473K

Refugees

236K

IDPs

103K

Returnees

690K

Host population in need

FINANCEMENT (2020)

\$664.6M

Requis

\$288.4M

Reçu



43%

Progrès

FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/907/summary>

CONTACTS

Federica Gabellini

Chargée de l'Information Publique
gabellini@un.org

Augustin Zusané

Analyste à l'Information Publique
zusanne@un.org

Sarah Sakatni

Chargée du Reporting et du Plaidoyer
sarah.sakatni@un.org

ANALYSE (9 avr. 2021)

Aperçu de la situation sécuritaire et humanitaire au Lac

Situation sécuritaire / accès

La montée des eaux du lac, à partir de fin décembre 2020, a été un indicateur de recrudescence des mouvements de populations. Cette période correspond à la période de mobilité des GANE d'un point à un autre sans se faire repérer. La quasi-majorité des incidents de sécurité et de protection (65%) de janvier et février 2021 sont attribués aux GANE et sont en augmentation de presque 200% sur ces deux mois. Plus de 80% des victimes sont les populations civiles locales. La

stratégie des GANE visant les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) à travers la pose des engins explosifs improvisés (EEI) s'est poursuivie de façon asymétrique, même sur les eaux du lac, avec une dizaine de victimes dont trois morts. Les parties nord, nord-ouest de la province ont été les plus marquées par des incidents de sécurité et de protection.

Une attaque menée par un GANE a été perpétrée sur le site de Forkoulom dans la nuit du 22 au 23 mars, faisant quatre morts et quatre blessés parmi la population déplacée, une vingtaine d'habitations ainsi que des motos et un véhicule ont été incendiés.

Les rumeurs d'une éventuelle attaque circulaient depuis plus d'un mois, poussant les autorités et les acteurs humanitaires à être en alerte. A la suite de cette attaque, les autorités locales ont demandé

la suspension de toute activité humanitaire dans la zone ainsi qu'un renfort militaire avant qu'elles ne se rendent sur les lieux pour constater les dégâts et apporter un soutien moral aux déplacés. Après la visite du 23 mars, les autorités ont levé la suspension des activités humanitaires au motif que les acteurs humanitaires ne seraient pas visés par cette attaque. Toutefois, une période d'observation a été recommandée par l'ASMT local, en raison des opérations militaires en cours dans la zone et pour ainsi éviter des incidents avec les militaires, Ce site important abrite plus de 30 522 personnes dont les deux tiers n'ont pas encore reçu d'assistance.



Vue aérienne de la province du Lac. Crédit photo : OCHA/Federica Gabellini

Des mouvements de populations des zones insulaires vers la terre ferme ont été enregistrés à cause de la montée des eaux du lac qui a provoqué des inondations dans les zones insulaires, entraînant la perte de cultures. Selon les données du cluster Sécurité alimentaire, ces inondations auraient provoqué le déplacement de plus de 30 000 personnes et détruit 14 000 hectares semés appartenant à plus de 55 000 exploitants. Cette situation a aggravé l'état nutritionnel et alimentaire des populations.

L'espace humanitaire se réduit davantage, non seulement à cause de la situation sécuritaire mais également pour des contraintes d'accès physique dans certaines zones affectées durement par la montée des eaux et la présence d'herbes mouvantes, qui empêchent la navigation sur le lac. Cette montée des eaux était liée à la saison des pluies. Toutefois, depuis fin octobre 2020 jusqu'à fin janvier 2021, on assiste à une crue des eaux du lac depuis sa source du Chari-Oubangui, qui correspond à cette période de l'année. Le site de Diamerom est devenu complètement inaccessible depuis fin mars, car entouré des eaux d'inondation. Selon les autorités départementales, certains IDP auraient commencé à sortir du site pour trouver d'autres lieux d'installation sur une zone sèche.

Les mouvements des acteurs humanitaires sont toujours limités sur les axes suivants : Liwa-Diamerom-Kaiga Kindjiria, Kaiga Kindjiria-Kiskawa, Ngouboua-Tchoukoutalia-Boma-Kaiga Kindjiria et l'axe secondaire Bol-Baga Sola. A cela, s'ajoutent les zones insulaires de Bol et Kangalam. Les responsables militaires ont recommandé aux acteurs humanitaires d'éviter les zones de Kangalom et Tetewa, peu sûres, mais aussi l'axe Ngouboua vers Tchoukoutalia où existe un risque de mines, sauf à s'y rendre avec une escorte armée.

Les chefs des agences des Nations Unies, tenant compte de l'évolution de la situation sécuritaire qui prévaut dans la province et les orientations données par les autorités, ont demandé aux organisations humanitaires de rester vigilant. Elles pourront communiquer leur déplacement aux services de sécurité à travers leurs points focaux de sécurité. Les mouvements vers les îles et sur l'axe Ngouboua-Tchoukoutalia-Kaiga Kindjiria sont interdits. Par ailleurs, à la demande de l'ASMT, l'UNDSS, accompagné des services de sécurité de l'UNHCR, WFP, ACF et ACTED, a effectué une mission du 17 au 25 février dans quatre départements de la province : Kaya, Fouli, Wayi et Mamdi. L'objectif de cette mission était de faire une reconnaissance des axes en vue d'une mise à jour de la classification sécuritaire conditionnant l'accès des agences ONU pour la poursuite des activités de réponse humanitaire.

Situation humanitaire

Les incidents répétés des GANE dans les parties nord, nord-ouest et les zones insulaires au sud de Bol continuent de provoquer des mouvements de populations. De décembre 2020 à février 2021, on a recensé 2 891 ménages de 12 591 individus (estimations DTM) en quête de protection et d'assistance humanitaire. Environ 5 093 personnes déplacées de décembre 2020 à fin janvier 2021 n'ont pas reçu d'assistance alimentaire, y compris les cas de plaintes des personnes non-assistées enregistrées sur le site de Fourkoulom.

Depuis septembre 2020, les inondations liées à la montée des eaux du lac ont détruit 14 000 hectares de cultures semées pour environ 55 000 producteurs. Plus de 30 000 personnes ont rejoint les terres fermes et attendent une assistance. Ces personnes en situation de déplacement (PDI) à cause des inondations ont rejoint les principaux sites tels que Kousseri, Fourkoulom, Doum-Doum, Kafia site, tous situés dans le département de Kaya. Des réponses en vivres et articles ménagers essentiels (AME) ont été apportées mais elles restent insuffisantes au vu des besoins conséquents. L'installation de ces nouveaux PDI sur ces sites et villages hôtes n'a pas permis de procéder au triage des anciens et par conséquent, les nouveaux déplacés n'ont pas été clairement identifiés et assistés.

Du point de vue de la protection, les populations civiles et les PDI sont les premières victimes des exactions causées pour la plupart par les GANE. Les femmes sont gravement affectées par le conflit qui se déroule actuellement dans le bassin du lac Tchad. Du 1er janvier au 28 février, 24 cas d'enlèvements de femmes ont été signalés contre 62 pour toute l'année 2020. En termes de réponse, la prise en charge psychosociale des victimes de VBG a été largement assurée, mais l'accompagnement juridique et judiciaire est à renforcer. La création d'une clinique judiciaire à Bol pourrait constituer un appui important.

Sur le plan sanitaire, la période a été marquée par la montée des cas de paludisme, les infections respiratoires aiguës (IRA) et quelques cas de coqueluche signalés dans le département de Fouli où six décès des enfants de 0 à 2 ans et une femme âgée de 36 ans ont été enregistrés. La délégation provinciale sanitaire poursuit la riposte.

Dans le cadre du suivi de l'évolution de la pandémie de COVID-19, 49 cas positifs dont deux cas post-mortem ont été enregistrés. Après un appel lancé au nom du Gouverneur de la province par le Délégué provincial de la santé, membre du Comité de suivi, la communauté humanitaire a apporté un appui multiforme constitué de matériels d'hygiène et assainissement, médicaments, vivres, équipements, capacités en ressources humaines, carburant, etc. Le poste de confinement de Daboua a été activé et les partenaires continuent à apporter leur appui pour le rendre plus dynamique. Il y a besoin d'une appropriation du leadership des activités de réponse par les autorités pour poursuivre la prise en charge des services organisés. Des séances de sensibilisation des PDI sur les mesures barrières ont été menées. Des relais communautaires ont été formés sur différents sites.

Enfin, dans le souci d'assurer un suivi régulier et efficace de la situation humanitaire, un court atelier de renforcement des capacités des sous-clusters a été organisé du 22 au 24 février. Un appui considérable au niveau du cluster national a été donné en vue d'améliorer la qualité de services de coordination sectorielle au niveau terrain. Ces différents cadres de concertations / coordination pourront également mettre en lumière les réponses apportées par les différentes organisations humanitaires. Avec l'arrivée des nouvelles autorités provinciales, le Cadre de Concertation Humanitaire – Développement a été réactivé dans le cadre de la mise en œuvre du nexus humanitaire-développement-paix.

STATUT DU CLUSTER (9 avr. 2021)



Abris/Articles ménagers essentiels

Besoins

- Les attaques fréquentes des villages dans les îles du lac par des groupes armés non-étatiques (GANE) et les inondations dues à la montée des eaux du lac Tchad ont occasionné de nouveaux déplacements et pérennisent l'état du déplacement des populations qui ne peuvent pas retourner dans leurs milieux d'origine à cause des contraintes sécuritaires. Les PDI des sites évalués sont dans le besoin urgent d'une assistance en AME et kits abris d'urgence. Un travail sur la matrice de gap a été fait à cet effet. Environ 14,5 milliards de FCFA pourraient couvrir les besoins en AME et kits abris pour les sites évalués. Le site Ngorerom a été victime d'un incendie qui a fait plusieurs dégâts : 350 ménages de 529 individus se retrouvent sans abris et sans AME. Une évaluation multisectorielle a été organisée.

Réponse

- Le sous-cluster Abris/AME/CCCM au Lac répond aux besoins des populations victimes de deux types de crises : les déplacements forcés liés aux attaques des GANE et les inondations. La stratégie de réponse est basée sur l'identification de la situation de logement de la population (dans les abris collectifs d'urgence) et sur les normes de vulnérabilité du cluster. Les modalités de réponse comprennent des distributions des kits abris en nature et l'approche de construction des abris d'urgence en matériaux locaux.
- En février 2021, L'UNICEF à travers son partenaire de mise en œuvre CONCERN World Wide a distribué environ 4 000 kits AME aux PDI du site de Koudoukole.
- Pour sa part, ACF, à travers le programme RRM, a distribué 1769 kits AME aux ménages PDI des sites de Kousseri (Maria et Ngourtoula), Bibi barrage et Blâma. De plus, pour répondre aux préoccupations en assistance soulevées par les leaders communautaires lors de la visite du bailleur de fonds ECHO, RRM, conjointement avec l'OIM, ont distribué 2 420 kits AME aux ménages ciblés par une vague d'arrivée du site de Fourkoulom suivi de compléments de 2 069 kits AME aux ménages ciblés en juillet 2020.
- Au mois de décembre, l'OIM a distribué 2 505 AME à 2 505 ménages de 12 464 individus répartis dans les sites de Kangou, Fourkolom et Diamerom. L'organisation a aussi construit dans ce même mois 700 abris à Fourkolom, 300 abris à Doumdoum et 300 abris à Diamerom.
- Le HCR, à travers son partenaire de mise en œuvre la Croix Rouge Tchadienne, est en cours de finalisation de la construction de 1 015 abris en matériaux locaux dont 405 à Ngorerom, 305 à Dar el Kher1, 203 à Ngourtou Koumboua et 102 à Forkoulom.

Besoins non couverts

- Le secteur "Abris/AME" reste l'un des clusters les plus sous-financés de la province du Lac. Malgré le haut niveau d'engagement démontré par les partenaires du cluster, beaucoup ne peuvent pas obtenir un financement pour les projets d'abris et AME. Le RRM, financé essentiellement par ECHO, n'arrive pas à répondre à toutes les alertes qu'il ne peut couvrir dans le cadre son mandat et faute de ressources suffisantes.

STATUT DU CLUSTER (9 avr. 2021)



Protection/Services communautaires

Besoins

- Le cluster Protection reste préoccupé par les exactions du GANE dans la partie ouest de la province, toujours en proie à l'insécurité. Les incursions armées contre sites et villages d'accueil, suivies d'enlèvements et d'homicides se poursuivent. Le mode opératoire du GANE, qui consiste à poser les engins explosifs improvisés sur les passages, réduit de plus en plus l'accès humanitaire et laisse ainsi un grand nombre de personnes vulnérables sans assistance humanitaire.
- Le renforcement de la coordination et de la communication autour des alertes relatives aux incidents de protection entre les différentes structures de suivi des violations des droits humains constituent des situations dans lesquelles les victimes sont approchées par plusieurs acteurs, sans qu'elles reçoivent forcément des réponses adaptées. En outre, l'atténuation des divergences d'approches relatives à la sélection, la gestion, et la rémunération des relais communautaires comporte un risque de sélection des mêmes relais avec différentes rémunérations par plusieurs partenaires à la fois.
- La mise à jour d'une cartographie d'offre des services d'assistance en matière de santé, y compris la santé mentale, d'appui psychosocial, d'accompagnement juridico-judiciaire et socio-économique reste nécessaire pour rendre efficace le système de référencement.
- Concernant la prise en charge des survivants de GBV, plusieurs problèmes ont été soulevés : (1) l'appui psychosocial est confié à des non professionnels car peu de partenaires disposent de compétences avérées ; (2) la prise en charge juridique et judiciaire des survivants GBV est quasi inexistante. Les incidents de protection relevés sur les cas de GBV ne prennent pas en compte tous les cas de GBV. Le cas de viol d'une mineure a révélé l'indisponibilité des kits PEP dans quasiment tous les principaux centres de santé de la province alors même que toute survivante doit bénéficier d'un traitement dans les 72 heures.
- Les femmes se trouvent être gravement affectées par le conflit qui se déroule actuellement dans le bassin du lac Tchad. Du 1er janvier au 28 février, 24 cas d'enlèvements de femmes ont été signalés contre 62 toute l'année 2020. En effet, ce sont à la fois l'insécurité qui prévaut dans une partie du lac et la faiblesse de l'autorité de l'Etat à certains endroits qui ont exacerbé ce risque de protection qui pèse sur les femmes. Un besoin accru de renforcement d'effectif des éléments des forces de sécurité formés et un établissement d'un mécanisme communautaire d'alerte précoce s'avèrent indispensables.
- Les espaces amis des enfants sont parfois viables juste le temps de la réalisation du projet qui généralement n'excède pas six mois. L'insuffisance des fonds ne permet pas une viabilité à long terme de ses espaces. En outre, le contexte du lac ne favorise pas les abris d'urgence du fait du vent et autres intempéries. Les bâches et autres abris d'urgence se détériorent très rapidement, d'où la nécessité d'une intervention pérenne.

Réponse

- Une matrice de cartographie des relais communautaires a été partagée pour qu'elle soit renseignée par tous les membres du sous-cluster Protection. De même pour la matrice de la cartographie de services d'assistance afin qu'elle serve de base de référencement des cas de protection.
- Pour répondre aux gaps constatés dans la prise en charge des survivants de GBV, le groupe de travail a initié une cartographie des formations sanitaires en vue d'avoir une lecture claire des dispositions à prendre en termes d'approvisionnement et de formations du personnel ; le document est en phase de finalisation.

- Un atelier de renforcement de capacités en appui psychosocial s'est tenu du 22 au 24 mars 2021, à l'endroit de 24 acteurs de la province du Lac n'ayant pas de compétences avérées en la matière.
- Les messages clés et recommandations ont été formulés pour servir de cadre d'orientation pour les réponses qui devront être menées sous le lead des autorités, mais qui demandent toutefois l'engagement de la communauté humanitaire, des bailleurs de fonds et des acteurs de développement.

↔ **Besoins non couverts**

- Le plaidoyer en faveur du cluster Protection comme point d'entrée pour la réception et large diffusion des alertes de graves incidents de protection.
- Les relais communautaires continuent d'être sélectionnés et gérés selon des approches variées par des différents acteurs avec le risque de doublon.
- La prise en charge juridique et judiciaire des survivants de GBV;
- Le plaidoyer pour l'harmonisation des outils de collecte des données GBV dans la province pour plus de précisions sur les incidents déclarés et leur suivi
- Le manque d'espaces amis enfants sur la majorité des sites.

STATUT DU CLUSTER (9 avr. 2021)



Eau, Hygiène, Assainissement

Besoins

- En plus de 56 888 PDI de Fourkoulom, Kousserie 1 et 2, Fourkoulom Nord, Malmaïri, Diamerom, Amma, Fourkouloum (Kousseri nord et Doum-Doum), Ngourtou Koumboua, environ 4 325 personnes, (828 ménages) à Ngorerom sont dans le besoin car un incendie d'origine criminelle a ravagé leurs abris, heureusement sans perte de vie humaine.

➔ **Réponse**

- Station de pompage d'eau en urgence : la distribution de l'eau à travers le suivi de la station de pompage d'eau de Kousseri 2 : 3 840 m3 d'eau distribuée.
- Accès durable à l'eau : construction de 16 nouveaux forages équipés de pompes à motricité humaine et 26 forages en pannes ont été réhabilités.
- 19 kits d'entretien des forages aux 19 CGPE (Comité de Gestion de Points d'Eau).
- Renforcement de capacités des CGPE : formation de trois comités de gestion de points d'eau

Assainissement

- Suivi de la construction des latrines d'urgence : 236 latrines construites et utilisées et 47 latrines en cours de construction (tissage des caillles pour la superstructure)
- Equipement en matériels d'entretien : remise des 1 128 kits d'entretien des latrines (y compris les anciennes latrines)
- Hygiène : sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène dans les sites, les mesures barrières et la prévention de la COVID-19.
- Distribution des kits AME : complément des articles ménagers essentiels manquants (nattes, couvertures) et remise de 438 pagnes aux ménages du site de Fourkoulom.
- Distribution de 1 806 kits AME, kit d'hygiène intime et cuisine aux 1 806 ménages soit 9 030 personnes bénéficiaires.
- Distribution de nattes et savons aux 289 ménages soit 1 445 nouveau PDI de Moudi-Kaw et Boulo.
- Remise des coupons aux 950 ménages bénéficiaires ciblés pour la distribution des kits AME, kits cuisine et kit intimes dans le site de Wolirom

COVID-19

- Sensibilisation des PDI sur les mesures barrières et la prévention de la COVID-19.
- Renforcement de capacité communautaire : 250 relais communautaires ont été formés sur la lutte contre la COVID-19 réparties comme suit : 110 à Fourkoulom, 65 à Amma et 75 à Diamérom.

WASH IN NUT

- 52 groupements de mamans et les relais communautaires ont été formés sur la prévention de la malnutrition avec l'appui du point focal paludisme du district sanitaire de Liwa et les responsables des centres de santé de chaque zone de responsabilité.
- 04 clubs mamans ont reçu chacun un moulin à mills dans le cadre de la prise en charge des enfants malnutris. Ce don constitue une activité génératrice de revenus pour pérenniser la disponibilité des ingrédients pour la bouillie enrichie des enfants en situation de malnutrition aigüe modérée (MAM) ;
- Dépistage actif des enfants âgés de 06 à 59 mois avec les clubs mamans.

↔ Besoins non couverts

Eau

- Malgré les efforts consentis pour l'approvisionnement en eau, les gaps restent encore énormes. Sur les 19 sites évalués, le gap est de 63 forages soit une valeur de 189 000 000 XAF.

En assainissement

- Le gap en latrines reste presque entier dans tous les sites nouvellement évalués. Sur les 19 sites évalués, il y a un besoin de 7 703 latrines d'urgence soit une valeur monétaire de 677 775 000 XAF et 3 660 000 XAF pour les dispositifs de lavage de mains.

Hygiène

- Un besoin de sensibilisation sur les bonnes pratiques à l'hygiène équivalent à 40,969,000XAF.

KIT NFI

- Pour couvrir le besoin en AME, cela nécessiterait 786,364,500 XAF

En hygiène/COVID-19

- La province continue d'enregistrer des nouveaux déplacements. Par manque de ressources, les organisations humanitaires de la province peinent à mettre en place les activités de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et la vulgarisation des messages clés sur les gestes barrières pour lutter efficacement contre la COVID-19. Cela reste un grand défi pour ce secteur. Le besoin financier s'élève à 58,380,000 XAF.

STATUT DU CLUSTER (9 avr. 2021)



Education



Besoins

- Les estimations des données sur les personnes en besoins communiquées ici sont celles issues des neuf nouveaux sites des déplacés évalués par la communauté humanitaire. Il s'agit des sites des déplacés de Diamerom, Amma, Fourkouloum, Malmairi, Doum-doum, Fourkouloum Kousserie, Fourkouloum Nord, Ngorerom et Ngourtou Koumboua dans les départements de Mamdi, Kaya et Foulé. Le nombre total des personnes dans les sites est de 59 816 dont une estimation de 11 096 enfants en âge scolaire (tranche d'âge de 06-11 ans).

→ Réponse

- En partenariat avec le fonds mondial Education cannot Wait (ECW), l'UNICEF et la délégation de l'éducation du Lac ont organisé du 15 au 26 février 2021 la formation de 285 enseignants venus de 78 écoles cibles. Les enseignants ont été formés en cartographie des vulnérabilités et réduction des risques (CDRR) avec aspect sur la prévention de la COVID-19. Ces écoles élaboreront leurs propres cartographies des risques selon leur contexte. Les 285 enseignants encadrent 25 023 élèves dont 10 503 filles.
- Dans le cadre de partenariat avec le Plan de mise en œuvre humanitaire (HIP) d'ECHO 2020, la délégation de l'éducation du Lac a organisé conjointement avec l'UNICEF la formation sur les normes minimales en éducation, protection et EHA du 02 au 04 mars 2021. La formation s'adressait aux cadres provinciaux et nationaux des ministères de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique (MENPC), de l'environnement et de l'hydraulique ainsi que celui de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance (MFPPE) : 23 cadres issus des trois ministères ont été outillés en concept et conduite des évaluations des besoins, analyse et rapportage des données collectées pour la réponse d'urgence.
- Préparation de la distribution des kits scolaires dans les écoles cibles du financement ECHO HIP.

↔ Besoins non couverts

- 5 866 enfants en âge scolaire dans les sites d'Amma, Doum-doum, Fourkouloum Kousserie, Fourkouloum Nord, Ngorerom et Ngourtou Koumboua ne bénéficient pas d'appui pour l'instant : 60 salles de classes, 120 latrines, 60 enseignants, 12 forages, entre autres, sont nécessaires à l'accès à l'éducation des enfants. Les contraintes restent principalement la recrudescence de l'insécurité dans la zone.

STATUT DU CLUSTER (9 avr. 2021)



Sécurité alimentaire



Besoins

- Les 1 365 ménages de 5 093 individus déplacés de décembre 2020 à fin janvier 2021 ont besoin d'une assistance alimentaire et d'appui aux moyens d'existence agricole. L'assistance alimentaire en faveur des anciens déplacés, déjà couverts par le PAM en 2020, a besoin d'être renouvelé.

→ Réponse

Distributions des vivres

- Le PAM avec ses partenaires de mise en œuvre (l'ONG ACTED et BCI : Bureau Consulting International) a distribué des vivres à 53 307 personnes déplacées dans les zones de Baga Sola et Ngouboua ;
- Le PAM avec ses partenaires de mise en œuvre (ACTED et BCI) a distribué les biscuits à haute valeur énergétique à 10 275 personnes dans les trois sites Kousserie 1 et 2 (6 675 personnes) et Kafia (3 600 personnes);

Distribution du cash

- Distribution du cash transfert à double volets de 24 millions de FCFA à 600 ménages dans le département de Foulï par l'ONG IRC
- Distribution du cash inconditionnel par l'ONG ACF à 3 400 ménages d'un montant mensuel de 68 millions de FCFA dans huit sites et villages à savoir Fourkouloum (1 000); Ngourtou Koumboua (450), Melea Djourou (192), Melea village (265), Kokolom site (220), Kokolom village (75), Kalindoa (698) et Ngorerom (500) ;
- Distribution de 30 millions de FCFA à 500 travailleurs (207 hommes et 293 femmes) de Cash For Work par l'ONG Oxfam via le partenaire financier Express Union dans le département de Foulï;
- Le PAM à travers ses partenaires de mise en œuvre a touché environs 80 294 bénéficiaires en 2020 en cash pour une valeur de 4 440 388 801 FCFA suivant les différents statuts des bénéficiaires.

Moyens d'existence

- Dotation en outils et intrants maraîchers à 120 femmes et 10 Champs Ecoles Paysans (CEP) par l'ONG CARE international en vue de leur insertion dans les systèmes de production dans le cadre du Projet RESILAC dans les départements de Kaya et Mamdi ;

- Formation de 200 femmes bénéficiaires des activités génératrices de revenus (AGR) par ACF dans huit sites et villages ;
- Formation de 1 380 producteurs maraîchers (720 hommes et 660 femmes) par Oxfam sur les itinéraires techniques de production des légumes dans 10 sites dans le département de Foulï ;
- Formation de 400 bénéficiaires (254 hommes et 146 femmes) du Cash Grant par Oxfam sur les techniques de création et gestion des AGR dans le département de Foulï ;
- Formation et dotation en kit (Association Villageoise d'Épargne et de Crédit) par IRC à 40 groupements de 15 localités dans le département de Foulï ;
- Réalisation de deux clôtures en grillage de 1 hectare chacun à Fourkoulom et Malmaïri par Oxfam dans le cadre des cultures maraîchères.

↔ | Besoins non couverts

- Les terres de polder et ouadis nécessitent un aménagement hydroagricole pour une maîtrise totale d'eau de surface au profit des vulnérables afin d'augmenter la production de contre saison froide et chaude ;
- Environ 5 093 personnes déplacées de décembre 2020 à fin janvier 2021 n'ont pas reçu l'assistance alimentaire, y compris les cas de plaintes enregistrées sur le site de Fourkoulom ;
- Des gaps importants sont enregistrés pour l'appui aux moyens d'existence agropastoraux et halieutiques et constituent un défi pour l'année 2021 pour limiter la quasi-dépendance des ménages à l'assistance alimentaire.

OCHA coordonne la réponse humanitaire sur le plan mondial afin de sauver des vies et protéger les personnes dans des situations de crise humanitaire.

<https://www.unocha.org/chad>

<https://reliefweb.int/country/tcd>

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad>

À propos

Conditions d'utilisation

Règle de confidentialité

Droits d'auteur

